

chaque année l'admission d'un nombre important de personnes de tous ces pays aussi bien que de la Grande-Bretagne. Si le gouvernement canadien faisait connaître son attitude à l'égard de l'immigration, même si les navires nécessaires ne sont pas encore disponibles pour le transport des immigrants, le Canada aurait ainsi les mêmes chances que d'autres pays d'obtenir la population dont il a besoin et qu'il peut avantageusement absorber.

La complexité des nombreux facteurs qui constituent l'ensemble du problème de l'immigration et de la colonisation nous a constamment rappelé qu'un pays comme le Canada doit toujours être prévoyant. De cette façon seulement, le Dominion pourra tirer avantage de la tournure des événements. Ainsi, lorsqu'il y aura plus de navires disponibles ne lui demandera-t-on pas quelles mesures il a prises pour mettre à la portée des immigrants éventuels d'outremer les chances d'établissement qui se présentent au Canada? Comme il a déjà été démontré, le service de l'immigration et de la colonisation du Pacifique-Canadien se rend parfaitement compte de l'ampleur et de l'importance des questions qui constituent cet aspect de la prospérité future du Canada dont l'immigration et la colonisation seront la source—et notre service est prêt, comme toujours, à collaborer dans toute la mesure du possible avec le gouvernement fédéral.

L'hon. M. ROEBUCK: Vous avez présenté un magnifique exposé. Il est au point et j'en ai été fort impressionné. Ce mémoire démontre le travail accompli par la compagnie du Pacifique-Canadien pour amener des immigrants chez nous et s'en occuper dès leur arrivée. Je crois que vous avez dit, avec raison, monsieur Cresswell, que l'ampleur du travail accompli par votre compagnie n'est pas comprise au Canada autant qu'elle l'est à l'étranger.

M. CRESSWELL: Ce n'est pas à dessein que nous avons fait ressortir l'ampleur de notre œuvre, sénateur Roebuck, et j'espère n'avoir pas trop appuyé sur le travail accompli par la compagnie dans le passé.

Le PRÉSIDENT: Pas du tout.

M. CRESSWELL: J'avais tout simplement l'intention d'indiquer que nous sommes disposés à faire encore mieux à l'avenir.

Hon. M. ROEBUCK: Précisément.

Hon. M. CRERAR: Monsieur Cresswell, vous avez dit, et votre déclaration confirme l'impression générale que j'ai eue, qu'il y a un nombre assez considérable de personnes en Grande-Bretagne désireuses de venir au Canada.

M. CRESSWELL: Oui, monsieur.

L'hon. M. CRERAR: Quel genre d'immigrants seraient-ils? Seraient-ils désireux de s'installer sur une terre?

M. CRESSWELL: Naturellement, sénateur Crerar, comme vous le savez sans doute, j'étais jusqu'à l'an dernier administrateur, pour la compagnie, de la colonisation européenne, dont le bureau principal était situé à Londres.

L'hon. M. CRERAR: Oui, je savais cela.

M. CRESSWELL: J'ai été là-bas pendant plus de 15 ans à la surveillance du recrutement des colons pour la compagnie du Pacifique-Canadien, en Grande-Bretagne et en Europe. Les demandes de renseignements venant d'Anglais—car il n'y avait rien à faire en Europe continentale pendant la guerre, cela va de soi—nous sont arrivées dès le printemps de 1943. Même à cette époque ils songeaient déjà à quitter l'Angleterre dès après la guerre. Ces demandes de renseignements n'émanaient généralement pas de fermiers. On en recevait de personnes qui avaient eu une certaine expérience agricole, ou pour le moins qui aimaient la terre, et qui espéraient avoir suffisamment de capital après le conflit. Ils touchaient un bon salaire au cours de la guerre, c'était d'ailleurs le cas de tout le monde en Grande-Bretagne, et il était impossible de dépenser cet argent,